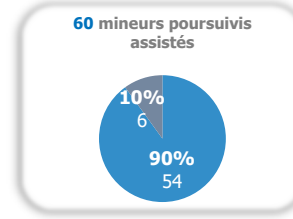
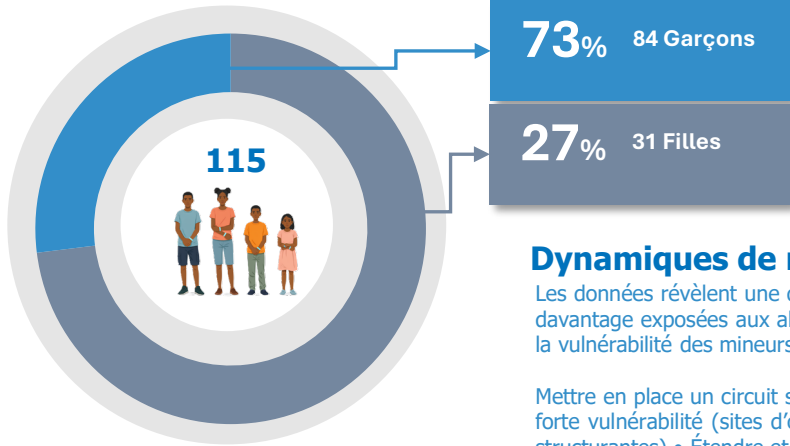
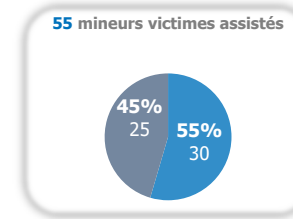


115 assistances par Avocats commis d'office | **124** assistances par agents d'éligibilité & HCR



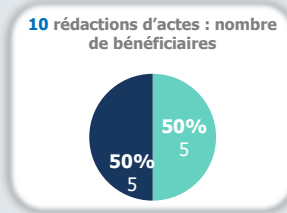
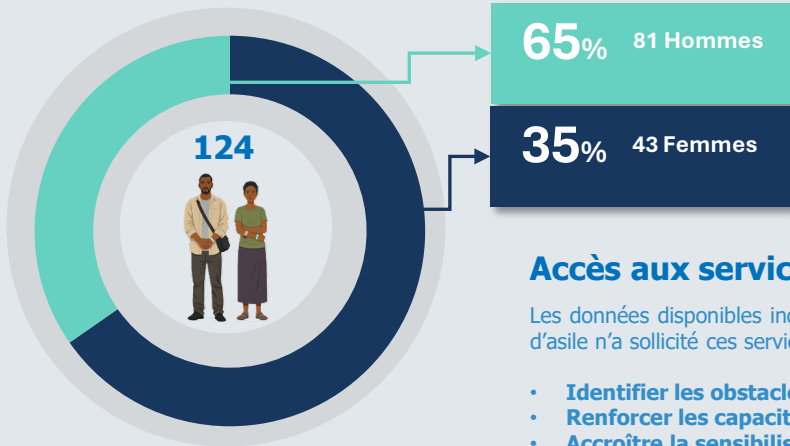
+



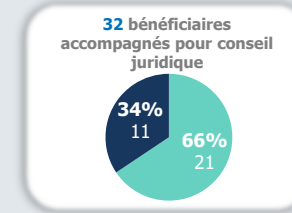
Dynamiques de risques pour les mineurs et recommandations opérationnelles

Les données révèlent une dynamique différenciée selon le genre : les garçons sont majoritairement impliqués dans des affaires judiciaires (vol, agression, trafic, stupéfiants), tandis que les filles sont davantage exposées aux abus, à l'exploitation et à la traite. Ces tendances sont fortement influencées par les flux migratoires, la déscolarisation et la perte de repères sociofamiliaux, qui accroissent la vulnérabilité des mineurs dans les zones à risque.

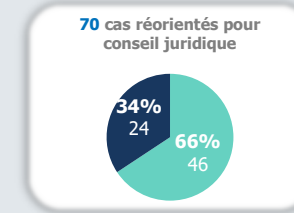
Mettre en place un circuit spécialisé pour les mineurs, incluant tri, respect de la confidentialité et accompagnement psychosocial systématique. • Renforcer la présence opérationnelle dans les zones à forte vulnérabilité (sites d'orpillage, couloirs de transit migratoires). • Développer des alternatives socio-éducatives pour les garçons en conflit avec la loi (réintégration scolaire, mentorat, activités structurantes). • Étendre et sécuriser les espaces sûrs destinés aux filles, tout en renforçant les mécanismes de prévention et de réponse aux risques d'exploitation.



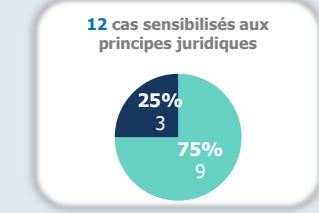
+



+



+



Accès aux services juridiques - Recommandations stratégiques pour renforcer l'accès à la justice

Les données disponibles indiquent une prépondérance d'hommes parmi les bénéficiaires, principalement pour des besoins liés aux démarches civiles et administratives. Aucun réfugié ni demandeur d'asile n'a sollicité ces services durant la période, ce qui soulève des questions sur leur niveau d'information, d'accès et de confiance vis-à-vis du dispositif juridique existant.

- **Identifier les obstacles** entravant l'accès à la justice pour les adultes vulnérables.
- **Renforcer les capacités opérationnelles du BAJJ** afin de répondre efficacement à la demande croissante.
- **Accroître la sensibilisation juridique** auprès des réfugiés et demandeurs d'asile, afin de réduire leur non-recours aux services existants.